

CURRICULUM VITAE

ATHANASSIA SYKIOTOU (Mme)

Courriel: asikioto@law.duth.gr



I – FONCTIONS

- Professeure titulaire, Faculté de Droit de l'Université Démocrite de Thrace (depuis 2022).
- Professeure associée, Faculté de Droit de l'Université Démocrite de Thrace (depuis 2018).
- Professeur assistante titulaire, Faculté de Droit de l'Université Démocrite de Thrace (2015-2018).
- Professeur assistante non titulaire, Faculté de Droit de l'Université Démocrite de Thrace (2009-2015).
- Maître de Conférences, Faculté de Droit de l'Université Démocrite de Thrace (2004-2009).
- Coordinatrice du Laboratoire des sciences criminologiques de la Faculté de droit de l'Université Démocrite de Thrace (depuis 2005).
- Membre du groupe d'Experts de l'ONUDC « Éducation pour la Justice (E4J) – niveau universitaire » pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha¹ (depuis 2015).
- Responsable de la chaire UNITWIN de l'UNESCO: « Violence. Un défi transdisciplinaire » (depuis 2012).
- Conseillère internationale auprès de l'ONU (depuis 2009).
- Experte indépendante auprès du Conseil de l'Europe (depuis 2004).
- Membre de l'Ordre des Avocats au Barreau d'Athènes (depuis 1986) – Avocate aux Conseils (depuis 2002).

II – ÉTUDES/ FORMATION

- Doctorat de droit (nouveau régime) de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1) sous la direction de Mireille Delmas-Marty. Mention : « Très honorable avec les félicitations du jury » à l'unanimité (1995).
- Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) en droit pénal et sciences criminelles (Criminologie), Université de droit, d'Economie et de sciences sociales de Paris 2 (1985).
- Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, Barreau d'Athènes (1986).
- Maîtrise en droit de la Faculté de droit de l'Université Kapodistriakon d'Athènes. Mention « Très bien » (1984).

¹ La déclaration de Doha sur la promotion d'une Culture de Légalité, adoptée à l'issue du 13^{ème} Congrès des Nations Unies sur la prévention du Crime et la Justice pénale (Doha, 12-19 avril 2015), cherche à prévenir la criminalité et la corruption et à promouvoir une culture de la légalité grâce à des activités d'enseignement conçues pour le premier, deuxième et troisièmes niveaux d'enseignement.

III – ACTIVITÉS ACADÉMIQUES

A. Enseignement

Faculté de Droit, Université Démocrite de Thrace (Grèce)

(en grec) :

Enseignement des matières suivantes en Licence, Maîtrise et en Masters des Sciences Criminologiques : Criminologie, Victimologie, Science pénitentiaire, Criminalistique, Politique criminelle et Droit des mineurs délinquants (depuis 2004).

(en anglais et en français) :

Enseignement de Criminologie, Science pénitentiaire et Criminalistique dans le cadre du programme ERASMUS pour les étudiants étrangers.

Centre Francophone d'Études Supérieures (Athènes, Grèce) en collaboration avec l'Université de Grenoble

(en français) :

Chargée de cours en droit pénal général, droit pénal spécial, procédure pénale et criminologie. Responsable de la section juridique du Centre (1990-1993).

École Nationale de la Magistrature (Thessalonique, Grèce)

(en grec) :

Séminaires sur des thématiques précises telles que :

« Techniques d'interrogatoire dans les crimes violents » et « Approche criminologique du crime ». Séminaires dans le cadre de la formation des magistrats grecs, École nationale de la magistrature (avril 2018).

« Les crimes de haine et la responsabilité pénale ». Conférence dans le cadre de la formation des magistrats grecs (mars 2017).

« Médiation pénale ». Conférence dans le cadre de la formation des magistrats grecs (2017).

« La politique criminelle en temps de crise ». Conférence dans le cadre de la formation des magistrats grecs (mars 2015).

B. Autres activités académiques

Participation à des jurys de thèses

Dans le cadre de mes fonctions à l'Université Démocrite de Thrace sont également inclus : la conduite et l'évaluation des examens écrits et oraux ; l'évaluation des dissertations et la direction de mémoires et de thèses de doctorat, ainsi que la participation à des jurys de mémoires et de thèses et à des comités de sélection.

J'ai également participé à des jurys de thèses d'autres Universités. A titre indicatif :

Université Panthéon-Assas (Paris 2) :

–Thomas Desrousseaux, *Les bandes organisées en milieu urbain aujourd'hui* (soutenance le 17 juin 2014).

–Alaa Mohamed Ismail Abd-Rabo, *L'euthanasie en débat et en pratique : l'évolution du droit français et européen*, Université Panthéon-Assas (soutenance le 20 novembre 2012).

Co-ordination du Laboratoire des sciences criminologiques, Université Démocrite de Thrace (depuis 2005)

Activités à titre indicatif :

1. Organisation de séminaires d'approfondissement aux sciences criminologiques pour les étudiants-membres du Laboratoire, portant sur des sujets criminologiques divers.

- *Criminalité des genres : approche pénale et criminologique;*
- *Traite des êtres humains et crime organisé;*
- *Cybercriminalité;*
- *Psychologie judiciaire;*
- *Politique criminelle et mondialisation;*
- *La relation entre Toxicologie et Criminologie : Introduction aux poisons et investigation des crimes commis à l'aide des substances toxiques.*

2. Organisation (de) et participation à des colloques (à titre indicatif):

21 avril 2023 : Présentation au webinaire organisé par l'École de Pharmacie d'Athènes portant sur la relation de Criminologie et de la Toxicologie. Sujet de ma présentation : « Crimes à l'usage des substances toxiques ».

5 décembre 2022: Conférence en ligne au programme de troisième cycle en criminologie de l'Université Panteion sur: « La deuxième pandémie. Les abus sexuels sur mineurs à l'ère du Covid-19 ».

22 octobre 2022: Présentation sur « Le moi-intérieur et le crime » dans le cadre de TEDxDUTH « Innerself ».

7 février 2022: Conférence en ligne au programme de troisième cycle en criminologie de l'Université Panteion sur: « Le féminicide et autres formes (actuelles) d'abus sur les femmes ».

6-22 novembre 2021 : En tant qu'experte des Nations Unies et au nom d'ONU-Femmes, j'ai animé un séminaire de formation à l'École nationale jordanienne de la magistrature sur les questions de genre afin d'autonomiser et de renforcer les compétences en leadership des jeunes femmes juges.

10-11 janvier 2019 : Communication intitulée : « La prévention du crime à l'ère de la mondialisation. Prévention ou précaution ? » au Colloque organisé par la Société hellénique de Criminologie sous les auspices du Président de la République à Athènes.

8-10 mai 2018 : Participation en tant qu'expert à la réunion Education for Justice (E4J) organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et Université du Qatar, Doha, sur la traite des êtres humains.

7-11 mai 2018 : Participation à la réunion d'experts des Nations Unies « Initiative pour l'éducation pour la justice (E4J) (niveau universitaire) », organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à Doha, Qatar sur la traite des êtres humains.

6 décembre 2017 : Organisation d'une table ronde portant sur « Les problèmes intemporels de la législation relative aux animaux errants et domestiques ». Communication sous le titre : « Approche criminologique de la maltraitance des animaux ».

12-13 octobre 2017 : Participation à la conférence de deux jours organisée par le Laboratoire Interdisciplinaire d'Études sur les Réflexivités de l'Institut Marcel Mauss (École des Hautes Études en Sciences Sociales / CNRS -UMR 8178) de l'Université Paris Sciences et Lettres (PSL) à Paris sur : « Ni guerre, ni paix. Les nouages contemporains du droit et de la violence ».

10-11 octobre 2016 : Présentation au 8ème Colloque juridique franco-grecque, organisé à Thessalonique par la Faculté de droit de l'Université Aristote de Thessalonique, le CIEEL et la Société de Législation Comparée sur « La responsabilité pour les violations des droits fondamentaux ». titre de ma présentation: « La responsabilité pénale pour violation des droits fondamentaux : Discours de haine et responsabilité pénale selon le droit hellénique ».

Recherches (voir sous VI – Travaux de recherche)

IV – ACTIVITÉS D'EXPERT

Avec ma qualité d'expert et dans le cadre de collaboration avec les Nations Unies (UNODC, UNICEF, UNDP, UN.GIFT, UN-WOMEN, UNTF) et le Conseil de l'Europe, j'ai offert une assistance technique au niveau législatif à plusieurs pays dans différentes régions (Europe, Asie et Afrique) dans le domaine de la justice pénale (expertise pour la réforme des systèmes judiciaires et pénitentiaires et la mise en conformité du droit national aux règles internationales ; rédaction des projets de lois d'application), mais également expertise sous la forme de rédaction de manuels et d'études, ainsi que de formation des magistrats, avocats et officiers de police. J'ai aussi offert mon expertise au niveau national.

Œuvre législative

Au niveau international

Dans le cadre des Nations Unies

–Commissionnée par le bureau de l'UNODC (bureau régional de l'Afrique de l'Est) pour l'examen et l'analyse de la législation relative à la traite au Burundi, aux Comores et à Madagascar (2019)

–Expert régional de l'UNODC dans le cadre du programme *Action globale contre la traite des êtres humains et le trafic des Migrants* (GLO.ACT). Rédaction d'une évaluation des lacunes de la législation du Maroc et du Laos et formulation des recommandations (2016).

–Commissionnée par les bureaux de l'UNICEF et de l'UNODC en Somalie pour la rédaction de propositions de réforme de la législation de Somalilande relative aux mineurs délinquants pour se conformer aux lignes directrices internationales. Rédaction d'un exposé des motifs ; des lignes directrices pour l'adoption des mesures alternatives à la privation de liberté et la création d'un mécanisme de suivi et de plainte dans les centres de réhabilitation de mineurs (2013- 2014).

–Commissionnée par le bureau de l'UNICEF en Indonésie et le Ministère de la Justice de l'Indonésie pour la réforme de la législation pénitentiaire relative aux mineurs délinquants, en vue de sa conformité avec les règles internationales. Formulations de recommandations concernant la modification de la législation (2012).

–Commissionnée par le bureau de l'UNICEF en Macédoine du Nord pour la réforme de la législation relative aux mineurs délinquants, en vue de sa conformité avec les règles internationales. Formulations de recommandations concernant la modification de la législation (jan.-sept 2011).

Dans le cadre du Conseil de l'Europe :

–Depuis octobre 2019 : Membre du Conseil de coopération pénologique (PC-CP) du Conseil de l'Europe pour la révision des règles pénitentiaires européennes.

–Analyse de la situation actuelle de la justice en Serbie et en Bosnie-Herzégovine et formulation des propositions pour amendements législatifs (2015).

–Participation dans le Comité spécial du Conseil de l’Europe (CAHTEH) pour la rédaction de la Convention européenne sur la lutte contre la traite des êtres humains (2003-2005).

–Expertise sur le projet de loi de lutte contre la traite en Moldavie. Rédaction des propositions de modification de la loi moldave contre la traite des êtres humains (2004).

Au niveau national (Grèce)

–Présidente du Conseil National Scientifique pour les Prisons (depuis avril 2023).

–Membre du Comité législatif spécial du Secrétariat général pour l’égalité des sexes du Ministère de l’Intérieur pour la rédaction d’un projet modifiant la législation relative à la protection des femmes contre la violence et l’exploitation de la prostitution. Formulation de la stratégie nationale, et rédaction des propositions législatives (avril – décembre 2017).

–Membre du Comité législatif spécial du Ministère de la Justice pour le soutien du programme pilote des Nations Unies créant un mécanisme de surveillance pour la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la Corruption (2008-2010).

–Membre du Comité spécial législatif du Ministère de la Justice pour la rédaction de la loi sur la violence familiale (2005).

Séminaires / formations

Dans le cadre des Nations Unies :

(en anglais) :

–Formation des femmes juges à l’École nationale jordanienne de la magistrature sur les questions de genre afin d’autonomiser et de renforcer ses compétences en leadership (novembre 2021).

–Formation des avocats de Somalilande sur l’assistance juridique pénale (Hargeisa, février 2013).

–Formation des magistrats de Macédoine du Nord sur la réforme du droit des mineurs délinquants sur la base des propositions législatives que j’avais introduites pour le compte de l’UNICEF- Macédoine du Nord (Ochride, septembre 2011).

–Formation pour le compte du Fonds d’affectation des Nations Unies et d’UNFEMMES des bénéficiaires des projets liés à la lutte contre les violences à l’égard des femmes pour l’acquisition des compétences sur la formulation, évaluation et suivi de tels projets (*Regional Skills-building Workshop in Evidence-based Programming, Monitoring, Evaluation, and Knowledge Management of Programmes to End Violence against Women and Girls for Grantees of the UN Trust Fund in Support of Actions to Eliminate Violence against Women* (Bratislava, Slovaquie, novembre 2010).

–Formation des magistrats des mineurs délinquants de Kabul sur la justice des mineurs pour le compte de l’UNODC – bureau d’Afghanistan (Kabul, janvier 2010).

(en français) :

–Formation des magistrats, avocats, militaires et officiers de police de Burundi sur la traite des êtres humains pour le compte de l’UNODC – Office de Burundi (Gitega, avril 2011).

Dans le cadre de l’OTAN :

(en anglais) :

–Séminaire à la force militaire de l’OTAN en Afghanistan (ISAF) sur « Les droits de l’homme et les spécificités du droit afghan » (Kabul, février 2009).

Dans le cadre du Conseil de l'Europe :

(en anglais) :

–Séminaires à l'École nationale de la magistrature en Albanie dans le cadre de formation continue des magistrats sur l'identification des victimes de traite des êtres humains selon le cadre européen et international (Tirana, 2004-2006).

–Séminaire sur la relation entre la traite des êtres humains et l'esclavage et la jurisprudence de la CEDH et du tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, adressé aux magistrats de Monténégro (Podgorica, décembre 2005).

–Séminaire et atelier de travail sur la traite des êtres humains, la migration illégale et la corruption adressé aux cadres des Ministères de l'Intérieur et de Justice des états de l'Europe centrale, organisé par la Commission de Venise (Trieste, 2004).

C. Études/ Manuels

Dans le cadre des Nations Unies :

Commissionnée par l'Office des drogues de crime des Nations Unies :

–*Criminal Legal Aid Manual for Law Practitioners in Somaliland. Criminal Justice Compendium for Somaliland*, UNODC, 2015 [pp. 175].

–*La traite des êtres humains au Burundi: Manuel de formation des autorités chargées de l'application de la loi*, UNODC Burundi, 2011 [pp. 157].

–*Afghanistan. Justice for Children in Conflict with the Law: A Training Manual for Judges and Prosecutors*, UNODC, 2010 [pp. 252].

–*The Impact of Internet on Trafficking in Persons*. Étude effectuée dans le cadre de *Vienna Forum to Fight Human Trafficking* dans le but de former une coalition contre la traite des êtres humains, UN.GIFT, 2010 [pp.90].

Dans le cadre du Conseil de l'Europe:

Commissionnée par la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe :

–Étude sur la détention des enfants immigrés dans les pays membres du Conseil de l'Europe : *Étude sur les pratiques de rétention des migrants et les alternatives à la rétention d'enfants migrants*, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, Conseil de l'Europe, sept. 2017 [pp. 93].

Commissionnée par le Conseil de l'Europe, bureau de Belgrade :

–Étude sur les mesures d'harmonisation dans la jurisprudence hellénique conformément aux normes de la jurisprudence de la CEDH : "Greece's Measures for the Harmonisation of the Domestic Case-law with ECtHR Standards" dans : *Council of Europe Bulletin in Belgrade - Issue: "European Court of Human Rights' Standards and Contentious Legal Issues in National Jurisprudence"*, (3-4) 2015, pp.7-23.

Commissionnée par la Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques du Conseil de l'Europe :

–Étude sur l'utilisation de l'Internet pour le recrutement des victimes de la traite : *La traite des êtres humains. Recrutement par Internet*, Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, Strasbourg : éditions du Conseil de l'Europe, EG-THB-INT (2007) 1, 2007 [pp. 157].

Dans le cadre du Centre du droit européen et international économique

(en anglais) :

–Séminaires de formation sur l’asile et la migration adressés aux fonctionnaires des Ministères de l’intérieur et du travail de la Hongrie dans le cadre de l’intégration complète de la Hongrie dans l’Union européenne, sous le programme européen PHARE (HU/IB/2004/JH/04) en vue de l’adaptation du droit hongrois à l’acquis européen (Budapest, novembre 2005 – janvier 2006).

–Séminaires de formation sur l’asile et la migration adressés aux fonctionnaires des Ministères de l’intérieur et de la Justice de Pologne dans le cadre de l’intégration complète de la Pologne dans l’Union européenne, sous le programme de la Commission européenne PHARE (PL2002/IB/JH-02) en vue de l’adaptation du droit polonais à l’acquis européen (Varsovie, janvier – mai 2004).

–Séminaires de formation sur l’asile et la migration adressés aux fonctionnaires des Ministères de l’intérieur et de la Justice de Bulgarie dans le cadre des activités de sa pré-adhésion à l’Union européenne sous le programme de la Commission européenne PHARE (BG/IB/2001-JH-02) (sept. 2001).

V – AUTRES ACTIVITÉS D’EXPERT

Au niveau international

Dans le cadre des Nations Unies :

–Auditeur technique du Fonds d’affectation spéciale des Nations Unies (UNTF) pour l’examen technique des demandes de subvention pour des projets liés à la violence à l’égard des femmes (depuis 2017).

–Membre du groupe international d’experts « Éducation pour la Justice (E4J) – niveau universitaire » pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha, de l’Office sur le crime et les drogues des Nations Unies (UNODC). Préparation de modules universitaires pour l’enseignement de la traite des êtres humains et de la corruption (depuis 2015). Participation aux réunions du groupe d’experts (Doha, Qatar, 7–11 mai 2018 ; Vienna, 8-9 mars 2017 ; Doha, Qatar, 28 and 29 April 2015).

Dans le cadre du Conseil de l’Europe :

–Experte indépendante auprès de la Direction Générale des Droits de l’Homme du Conseil de l’Europe. Participation à des réunions d’experts ; rédaction d’expertises (2004–2008).

–Participation à la campagne de ratification de la Convention contre la traite des êtres humains avec des conférences dans des pays membres (2005–2008).

Dans le cadre de la Commission européenne :

Rapporteur de la Grèce auprès de la Commission européenne (Direction DGXX) en matière pénale, notamment dans le domaine de la protection des intérêts financiers d’Union Européenne (dans le cadre des recherches nationales sur la protection des intérêts financiers de l’Union européenne réalisées pour le compte de la Commission européenne (1992–2000).

B. Au niveau national (Grèce)

Dans le cadre du Ministère de la justice :

–Membre de la délégation hellénique auprès du Comité Ad Hoc des Nations Unies pour l’adoption de la Convention Internationale contre la Corruption (2003).

–Présidente du groupe multidisciplinaire (MDG) sur la Corruption (sous la présidence hellénique) auprès du Conseil de l’Union européenne sur la discussion d’une politique commune de l’EU auprès du comité des Nations Unies pour l’adoption de la Convention Internationale contre la Corruption (2003).

–Membre et coordinatrice de la délégation hellénique auprès du Comité Ad Hoc du Conseil de l'Europe pour la rédaction de la Convention contre la traite des êtres humains (2003–2004).

–Représentation du Ministère hellénique auprès du Comité spécial de l'OCDE relative à la corruption dans le cadre des transactions internationales (2003-2004).

–Participation au projet pilote sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la Corruption et représentation du Ministère de la Justice auprès de l'UNODC (Vienna) pour la présentation du projet (2008).

–Formateur de formateurs (trainer of trainers) dans le projet de jumelage avec la Roumanie sur le renforcement des capacités des autorités judiciaires à enquêter sur le trafic d'êtres humains (2009).

–Membre du Conseil Scientifique Central des Prisons (2010).

–Représentation du Ministère de la Justice dans le 12^{ème} Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime la justice criminelle (Salvador, Brésil, 12–19 avril 2010).

VI – TRAVAUX DE RECHERCHE

Direction des recherches

Dans le cadre du Laboratoire de sciences criminologiques de la Faculté du droit de l'Université de Thrace (sous ma coordination) :

– *Maltraitance des animaux de production (2023-)* ;

--*Maltraitance des animaux de compagnie (2018–2019)* ;

–*Recherche dans l'établissement pénitentiaire de Komotini sur le comportement délictueux des détenus à partir de l'enfance (2017–2018)*;

– *Approche de la violence familiale dans les communautés autochtones de Thrace (2015–2016)* ;

–*Les influences des sociétés transnationales sur la politique criminelle nationale (2011–2013)* ;

–*Recherche sur la jurisprudence grecque à propos de la mise en œuvre de la libération conditionnelle (2010–2011)*;

–*Recherche sur l'application de la loi n° 3189/2003 relative aux mineurs délinquants par la jurisprudence hellénique (2007–2008)* ;

–*Demand of Stolen Lives. Researching the Demand Side of Trafficking (: Demande de vies volés. Des recherches sur le côté de la demande de la traite)*. Recherche européenne dans le cadre du programme de la Commission européenne AGIS (projet JLS/2005/AGIS/123) relative à la demande des services des victimes dans la traite des êtres humains réalisée avec la participation de Chypre, Grèce, Allemagne et Belgique (2005–2007).

Recherches individuelles avec la qualité d'expert

Dans le cadre des Nations Unies :

–Recherche pour le compte de l'UNICEF dans l'établissement pénitentiaire de réhabilitation des mineurs de Jakarta sur les conditions de détention et la mise en œuvre des alternatives (2011).

–Recherche pour le compte de l'UNICEF dans l'établissement de réhabilitation des mineurs de Skopje sur les conditions de détention et la mise en œuvre des alternatives (2010–2011).

–Recherche pour le compte de l’ONU DC dans l’établissement pénitentiaire de réhabilitation des mineurs de Kabul sur les conditions de détention et la mise en œuvre des alternatives (2009–2010).

Participation à des Recherches Collectives

(A titre indicatif)

Dans le cadre de la Commission européenne :

(Ath. Sykiotou, Vas. Androulakis, Har. Papacharalampous), *La transaction dans l’Union européenne - Rapport hellénique: La transaction et ses formes analogues en Grèce*. présenté à la Commission européenne de la part du gouvernement grec, 1995 [pp.45].

Dans le cadre de l’Université Kapodistriakon d’Athènes :

Participation à la recherche victimologique internationale intitulée « Crime Victims » organisée par la Faculté de Droit de l’Université d’Athènes et l’Université Panteion sous la direction de Prof. Calliope Spinellis. Recherche de terrain sur la base d’un questionnaire par échantillon de population. Publication de la recherche sous le titre: ‘*Victim Theory and Research in Greece*’ dans : G. Kaiser, H. Kury, H.-J. Albrecht (éd.), *Victims and Criminal Justice. Victimological Research: Stocktaking and Prospects, Kriminologisches Forschungsbericht*, Max Plank Institut, 1991, T.50, pp.123-158.

Dans le cadre du Barreau d’Athènes :

Participation (comme responsable du cadre législatif) dans le projet européen EQUAL pour la réhabilitation et la réinsertion sociale des condamnés et en particulier pour leur réadaptation professionnelle.

VII – PUBLICATIONS

Ouvrages individuels

(en français) :

1. *La politique criminelle sur le fil*, Préface par Mireille Delmas-Marty, Paris : IRJS, coll. Les voies du droit, 2018 (paru le 4 janvier 2019), [pp. 458].
2. *La traite des êtres humains au Burundi: Manuel de formation des autorités chargées de l’application de la loi*, UNODC Burundi, 2011 [pp. 157].
3. *Le mouvement de dépenalisation en France et en Grèce: l’alternative administrative*, Préface par Mireille Delmas-Marty. [Thèse de doctorat]. Coédition des éditions Bruylant (Belgique) et Ant. N. Sakkoulas (Grèce), 1997 [pp.454].

(en anglais) :

4. *Crime Policy in a Globalised World*, Sakkoulas Publ., 2022 [pp. 399]
5. *Immigration Detention Practices and Use of Alternatives to Immigration Detention of Children in non-EU Member States of the Council of Europe*, Parliamentary Assembly of the Council of Europe Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons, Council of Europe, October 2017 [pp.93]: <http://website-pace.net/documents/19863/3390925/2017-ImmigrationDetentionPracticesStudy-EN.pdf>
6. *Criminal Legal Aid Manual for Law Practitioners in Somaliland. Criminal Justice Compendium for Somaliland*, UNODC, 2015 [pp. 175].
7. *Justice for Children in Conflict with the Law: A Training Manual for Judges and Prosecutors in Afghanistan*, UNODC, 2010 [pp. 252].

8. *The Misuse of Internet for the Recruitment of Victims of Trafficking in Human Beings*, Publ. Council of Europe, Oct. 2007, (pp.192):
http://www.coe.int/t/dg2/trafficking/campaign/Docs/SeminarsConf/Misuse_Sources2_en.asp#TopOfPage

(en grec) :

9. *Criminologie et Toxicologie. Approche de deux disciplines à l'occasion de poisons et d'empoisonnements*, Athènes : Sakkoulas, 2021.
10. *L'attendue rationalisation du système pénitentiaire. Les propositions du nouveau Code pénitentiaire grec*, Athènes : Nomiki Vivliothiki, 2013 [pp.272].
11. *L'Internet comme moyen contemporain de victimisation*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2009 [pp.235].
12. *La traite des êtres humains dans les Balkans. Victime, auteur et stratégies répressives*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2003 [pp.367].
13. *Criminalité des sexes: approche pénale et criminologique*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2^{ème} édition, 2009, [pp. 683].
14. (avec Ant. Papantoniou, et M. Fragouli), *La traite des êtres humains. Le rôle du client. Approche juridique et empirique*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, Séries du Laboratoire de sciences criminelles et criminologiques, Université d'Athènes, Tome 29, 2013 [pp. 711].

Études publiées

(en français) :

15. « Les principes de la procédure pénale et leur application dans la procédure disciplinaire », étude présentée comme rapport hellénique lors du congrès de l'Association Internationale du droit pénal à Santiago de Chile en septembre 2003, publiée dans la *Revue Internationale de Droit Pénal*, 2003, pp. 959-998.
16. « Marchés publics et crime organisé » ; étude effectuée dans le cadre du projet européen des études juridiques avancées (Institute of Advanced Legal Studies) de l'Université de Londres, 1999, publiée dans : Simone White (éd.), *Procurement and Organised Crime: An EU-wide Study*, Institute of Advanced Legal Studies, 2000 [pp. 23].
17. « Les droits de la défense dans un espace judiciaire européen – Rapport hellénique », étude présentée auprès de la Commission européenne dans le cadre de l'étude *Les droits de la défense dans les états-membres de l'Union européenne*, 1996 [pp. 53].

(en anglais) :

18. *The Impact of Internet on Trafficking in Persons*, Concept Paper, UN.GIFT, 2010 [pp.90].

Articles individuels (dans des revues à comité de lecture)

(en français) :

19. « La responsabilité pénale pour violation des droits fondamentaux : Discours de haine et responsabilité pénale selon le droit hellénique », *Annuaire Internationale des droits de l'homme*, Vol. IX : 2015-2016, mars 2018, pp. 477-495.
20. « Récidive: Soigner ou punir? Les dilemmes de la sûreté », *Essais de Philosophie Pénale et de Criminologie*, numéro spécial : Incriminer et protéger, Institut de Criminologie de Paris, Editions Dalloz, 2014, Vol.11, pp. 53-82.
21. « Les principes du procès pénal et leur mise en œuvre dans les procédures disciplinaires », *Revue Internationale de Droit Pénal*, 2003, pp. 959-998.

22. « La responsabilité pénale des personnes morales dans un espace judiciaire européen », *AGON*, 2000, pp.16-20.
23. « Grèce: la loi 2343/1995 et le Corps de lutte contre le crime économique », *AGON*, 1996, pp. 10-11.
24. « Les substituts à la peine d'emprisonnement en droit grec: application et problématique », *Revue pénitentiaire et du droit pénal*, 1989, pp. 223-254.
25. « L'évolution du droit de l'expulsion en France », *Revue pénitentiaire et du droit pénal*, 1988, pp. 223-239.

(en anglais):

26. "Greece's Measures for the Harmonisation of the Domestic Case-law with ECtHR Standards", dans: *Council of Europe Bulletin in Belgrade*, Issue: "European Court of Human Rights' Standards and Contentious Legal Issues in National Jurisprudence", (3-4) 2015, pp. 7-23.
27. "Terrorism and Human Rights", *Cuadernos Constitucionales*, 2011, n° 62, pp.203-232.
28. "Greece: International Letters Rogatory", *AGON*, 1997, pp. 10-11.

(en grec):

29. « La deuxième pandémie. Abus sexuels sur mineurs à l'ère du Covid-19 », *Revue Criminologie*, 2023.
30. « Féminicide. Un homicide à caractère raciste et d'autres formes (actuelles) de violence contre les femmes », *Poiniki Dikaiosyni* (7) 2022, pp. 977-992.
31. « Des 'dilemmes tragiques' et l'exclusion des groupes vulnérables du système de santé à l'ère de la pandémie. À l'occasion de la décision de la Cour constitutionnelle d'Allemagne du 16 décembre 2021 - 1 BvR 1541/20 », *Dikaïomata tou Anthropou*, Vol. 91, 2022, pp.117-140.
32. « Le COVID-19 comme opportunité ou prétexte pour les droits de l'homme et le droit », dans : *Dikaïomata tou Anthropou*, 2020 No 84, pp. 329-380.
33. « Nouvelles sciences et politique criminelle », dans les *Mélanges offerts à G. Panousis*, Athènes : Sideris, 2020, pp. 313-328.
34. « Approche criminologique de la maltraitance des animaux. Conclusions d'une recherche », dans : *Eglimatologia*, 2020, pp.142-158.
35. « La prévention du crime à l'ère de la mondialisation : prévention ou précaution ? », dans : *Eglimatologia*, 2019, pp.54-58.
36. « Le terrorisme de proximité », dans : *Poiniki Dikaiosyni*, 2019 (12), pp.1283-1290.
37. « Mondialisation et politique criminelle » dans : *Poiniki Dikaiosyni*, 2016, pp. 552-562.
38. « La violence scolaire et les régulations malaisées sur le 'bullying' », dans : *Poiniki Dikaiosyni*, 2016, pp. 247-252.
39. « Violences dans la famille : une forme de violence abjecte », dans : *Criminologie*, 2014, pp. 54-65.
40. « Le traitement moins sévère des mineurs délinquants : réalité ou mythe ? », dans : *Poinikos Logos* 2010, pp. 363-378.
41. « Les difficultés et l'importance de l'identification d'une personne comme victime de la traite humaine », dans : *Poiniki Dikaiosyni* 2009, pp. 25-34.
42. « Trafic des biens culturels. Une politique criminelle de protection des bien ou des trafiquants? », dans les *Mélanges en honneur de Prof. Anna Psarouda-Benaki*, Ant. Sakkoulas Publ., 2008, pp.1406-1439.
43. « L'obligation 'contraignante' à la vie ou l'intervention de la politique criminelle dans la régulation de la vie et de la mort », *Revue Droits de l'Homme*, n° 40, 2008, pp. 1165-1211.
44. « Union Européenne et crime organisé : une relation intemporelle », *Poinika Chronika*, 2008, pp. 200-215.

45. « L'évolution de la protection pénale des intérêts financiers de l'Union européenne: les deux projets du Corpus Juris et la perspective après le traité d'Amsterdam », dans : *Poinika Chronika*, 2000, pp. 389-405.
46. « Intégration des migrants et des réfugiés: réalité et problèmes juridiques », dans: Ath. Sykiotou (dir.), *Des étrangers en Grèce: intégration or exclusion?* », Actes du Colloque organisé par l'Université Démocrite de Thrace le 28-29/11/2006, Ant. Sakkoulas Publ., 2008, pp.77-104.
47. « La médiation pénale comme forme de dépénalisation de jure dans les Mélanges en l'honneur de Prof. Stergios Alexiadis, Publ. KCM, 2007, Chap. 27, pp. 314 à 326.
48. « Le concept de victime dans la traite des êtres humains », *Poinika Chronika*, 2006, pp. 684-693.
49. « La procédure d'asile et les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile dans l'ordre juridique grec », dans : *Droits de l'homme*, 2001, pp. 99-131.

Articles dans des ouvrages collectifs

(en français) :

50. La politique criminelle au temps de la mondialisation : l'impact sur la démocratie et état de droit », *Mélanges offerts à Mireille Delmas-Marty «Mélanges ouverts»*, Paris : Mare & Martin, 2022, pp.149-155.

(en anglais) :

51. "Cyber-trafficking: recruiting victims of human trafficking through the net", in: *Essays in Honour of Nestor Courakis*, Athens: Ant. N. Sakkoulas Publications, 2017, pp. 1547-1587.
52. "The European Convention against Trafficking of Human Beings in Relation to the Case-law of the European Court for Human Rights on Art.4 of the ECHR and the Case-law of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia on Enslavement", in: M. Kranidiotis (dir.), *Volume en l'honneur de Prof. Aglaia Tsitsoura*, Athens: Ant. N. Sakkoulas, 2009, pp. 103-140.
53. "Action against Trafficking in Human Beings: Penal Legislation and Judicial Co-operation", in: *Action against Trafficking in Human Beings: Towards a National Action Plan*, Proceedings of the International Seminar, Moscow, 15-16/12/2004, Association of Crisis Centers for Women "Stop Violence", Moscow 2005, pp.48-65.
54. "The Right to Respect for Private and Family Life of Aliens in Greece in the Light of Art.8 ECHR" in: Elspeth Guild - Paul Minderhoud (dir.), *Security of Residence and Expulsion of Aliens in Europe*, Publ. Kluwer International, 2001, pp. 214-225.

(en grec) :

55. « L'usage préventif de l'Internet au nom de la sécurité et les violations de la vie privée et des données personnelles », dans: *Mélanges en l'honneur de Prof. Pararas « Le droit public en évolution »*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2012, pp. 987-1005.
56. « La sévérité de la politique criminelle envers les mineurs délinquants », dans: Ag. Pitsela (dir.), *Le chemin vers la Justice*, Thessalonique : Sakkoulas, 2012, pp. 167-180.
57. « Trafic de biens culturels: politique de lutte pour la protection des biens ou pour la protection des trafiquants? », dans : *Mélanges en l'honneur de Prof. Psarouda-Benaki*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2008, pp. 1406-1439.
58. « Dépénalisation de jure et quasi dépénalisation de jure en France et en Grèce en faveur des sanctions administratives », dans : *Mélanges en l'honneur des Profs. J. Daskalopoulos, K. Stamatis, Ch. Bakas, (Mnimi II)*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 1996, pp. 1119-1137.
59. « Le concept de la victime de la traite des êtres humains », dans : *Recueil de mémoires en l'honneur de I. Manoledakis*, pp.1167-1188.

60. « Criminalité des réfugiés et migrants », dans : « Les réfugiés et migrants sur le marché grec », Athènes : EKEM, 2001, pp. 103-114.

Contributions dans des ouvrages collectifs

(en français) :

61. « Droit pénal », dans: *Droit de la Grèce, Bibliothèque de l'Association Henri Capitant*, Paris : LGDJ Lextenso, 2018, pp. 39-46.

Actes de colloques

62. *Étrangers en Grèce : intégration ou marginalisation ?*, Actes du colloque organisé par le Département des sciences criminelles et criminologiques de l'Université Démocrite de Thrace 28-29 novembre 2006, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2008 [pp.415].

63. (Ath. Sykiotou, Chr. Theodoropoulos), *La protection des droits des travailleurs migrants et de leur familles. La dimension internationale et nationale*, Actes du colloque organisé par l'UNESCO et la Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme sur les « Nouvelles formes de discrimination à l'égard des migrants, des réfugiés et des minorités » en Olympie Ancienne le 30-31 mars 1992, Athènes : Librairie ESTIA, Série de la Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, 1994 [pp.270].

Communications de colloques publiées

(en français) :

64. "Les mesures en matière d'incrimination de la traite et la poursuite des auteurs figurant dans la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains", dans : *Actes du Séminaire Régional à Paris 27-28 septembre 2007 organisé par la Division pour l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre la traite de la Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques du Conseil de l'Europe*, Campagne du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, Direction générale des droits de l'homme et affaires juridiques, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2008, pp. 25-34.

(en anglais) :

65. "Medical Error and the Code of Medical Ethics in Veterinary Medicine: Professional Considerations and Legal Approach", paper presented at the 14th National Veterinary Conference organised by the Greek Veterinary Association on May 11-13, 2018 in Thessaloniki on "Veterinary in a Changing World".

66. "Measures to Protect and Promote the Human Rights of Victims of Trafficking", in *Proceedings of Regional Seminar in Riga 21-22 September 2006 organised by the Equality Division of the Directorate General of Human Rights of the Council of Europe*, Action against Trafficking in Human Beings, Council of Europe Campaign to Combat Trafficking in Human Beings, Directorate General of Human Rights, Council of Europe, Strasbourg, 2007, pp. 15-19.

67. "The Criminal Aspects of Trafficking in Human Beings", in *Proceedings of Regional Conference in Athens 5-6 December 2006 organised by the Gender Equality & Anti-trafficking Division of the Directorate General of Human Rights & Legal Affairs of the Council of Europe*, Action against Trafficking in Human Beings, Council of Europe Campaign to Combat Trafficking in Human Beings, Directorate General of Human Rights & Legal Affairs, Council of Europe, Strasbourg, 2007, pp. 20-26.

68. "Measures on Identification of Victims Contained in the Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings", in *Proceedings of Regional Seminar in Berlin 19-20 April 2007 organised by the Gender Equality & Anti-trafficking Division of the Directorate General of Human Rights & Legal Affairs of the Council of Europe*, Action against Trafficking in Human Beings, Council of

Europe Campaign to Combat Trafficking in Human Beings, Directorate General of Human Rights & Legal Affairs, Council of Europe, Strasbourg, 2008, pp. 21-27.

69. "Main trends of the Council of Europe Report on the Misuse of Internet for the Recruitment of Victims of Trafficking in Human Beings", in *Seminar Proceedings on the Misuse of the Internet for the Recruitment of Victims of Trafficking in Human Beings Strasbourg 7-8 June 2007 organised by the Directorate General of Human Rights & Legal Affairs of the Council of Europe*, Council of Europe Campaign to Combat Trafficking in Human Beings, Directorate General of Human Rights & Legal Affairs, Council of Europe, Strasbourg, 2007, pp. 17-20 et "Legal and Administrative Measures to Combat the Recruitment of Victims of Trafficking in Human Beings through Internet", in *eodem loco*, pp. 39-43.
70. "Action against Trafficking in Human Beings: Penal Legislation and Judicial Co-operation", in *Action against Trafficking in Human Beings: Towards a National Action Plan, Proceedings of the International Seminar*, Moscow, December 15-16, 2004, Association of Crisis Centers for Women "Stop Violence", 2005, pp. 48-65.

(en grec) :

71. « Intégration des migrants et réfugiés : réalité et problèmes juridiques », dans : Ath. Sykiotou (dir.), Actes du Colloque « *Étrangers en Grèce : intégration ou marginalisation ?* », organisé par le Département des sciences criminelles et criminologiques de l'Université Démocrite le 28-29 novembre 2006, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2008, pp. 77-104.
72. « Le dol de l'utilisateur des services d'une victime de traite des êtres humains », dans : *Dol éventuel, négligence consciente : troisième forme de responsabilité*, Actes du colloque organisé par le Département des sciences criminelles et criminologiques de l'Université Démocrite à Rhodes le 3-4 juin 2005, Athènes : P. N. Sakkoulas, Droit et économie, 2006, pp. 189-191.
73. « L'euthanasie : une question épineuse. Approche juridique », dans : N. Courakis (éd.), *Euthanasie. Une question épineuse. Résultats de recherche et actes de l'atelier du 31 janvier 2007*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 2007, pp. 272-278.
74. « Perspectives et préoccupations en matière de protection des réfugiés en Grèce : le projet de décret présidentiel pour la mise en place de la procédure d'asile », dans : « *La protection des réfugiés en Grèce à la lumière des récents développements* », Actes de colloque organisé par le Conseil hellénique pour les réfugiés le 10 mars 1998, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 1998, pp. 115-128.

Traductions (français/grec)

75. (traduction, révision, introduction) *Vers un espace judiciaire européen - Corpus Juris des dispositions pénales pour la protection des intérêts financiers de la communauté européenne*, Athènes : Ant. N. Sakkoulas, 1999 [pp.195].
76. *La mise en oeuvre du Corpus Juris dans les États membres – criminel dispositions pour la protection des intérêts financiers de l'Europe*, Tome I, (Experts, Préface, Annexes III – Articles 1-35). Traduction d'une partie de l'étude sous le même titre, menée par le Institut G. J. Wiarda de l'Université d'Utrecht, éd. de la Commission européenne, 2002 [pp.43].

Commentaires d'arrêts

77. Note sur l'arrêt de la CEDH, *Rantsev c. Chypre et la Russie* du 7 janvier 2010, dans : *Efarmoges Dimosiou Dikaiou*, 2010, pp. 656-678.
78. Commentaire sur l'arrêt n° 31/2000 du Conseil d'état grec, dans : *Annuaire du droit des réfugiés et étrangers*, 2001, pp. 36-43.

79. Commentaire sur les avis du procureur général près de la Cour de Cassation n° 1/1993 et du procureur de la Cour d'appel du Pirée n° 15/1999, dans : *Poiniki Dikaiosyni*, 2000, p. 1105.

Notes bibliographiques

(en français) :

80. Ulrich Eisenberg, *Kriminologie*, Berlin - Munich : Carl Heymanns Verlag KG, 1995 [pp.1519], dans: *Revue de science criminelle*, 2000, pp. 297-300.

81. Conseil d'Etat, Section du rapport et des études, *Les pouvoirs de l'Administration dans le domaine des sanctions*, Paris : La Documentation française, 1995 [pp.197], dans : *Revue de science criminelle et du droit pénal comparé*, 1996, pp. 733-735.

82. Danilo Castelano (dir.), *L'Europa e il diritto*, Edizione Scientifiche Italiane, 1989 [pp. 170], *Revue historique de droit français et étranger*, 1991, pp. 87-92.

(en grec) :

83. Jean-Pierre Chevènement, *Le Vert et le Noir. Intégrisme, pétrole, dollar*, Paris : Grasset, 1995 [pp.261], dans : *To Syntagma*, 1998, p. 1023.

84. Franck Moderne, Le droit constitutionnel d'asile dans les Etats de l'Union Européenne, Paris : Economica, 1997 [pp.174], dans: *Droits de l'homme*, 2001, pp. 1283-1285.

VIII – COMMUNICATIONS ET CONFÉRENCES

(à titre indicatif)

Communications en colloques au niveau national/local

21 avril 2023: « Crimes commis avec des substances toxiques ». Communication au webinaire de l'École de pharmacie d'Athènes sur la Criminologie et la Toxicologie.

15 décembre 2022: « Le nouveau Code pénitentiaire, modifié par la loi 4985/2022 ». Participation à l'événement en ligne du Laboratoire des sciences criminologiques de la Faculté de droit de l'Université Démocrite de Thrace

5 décembre 2022: « La deuxième pandémie. Les abus sexuels sur mineurs à l'ère du Covid-19 ». Conférence en ligne au programme de troisième cycle de criminologie de l'Université Panteion

22 octobre 2022: « Le moi-intérieur et le crime ». Présentation TEDx dans le cadre du TEDxDUTH intitulé « Innerself ».

7 février 2022: « Le féminicide et autres formes (actuelles) de violence à l'égard des femmes ». Conférence en ligne au programme de troisième cycle en criminologie de l'Université Panteion.

6-22 novembre 2021 : En ma qualité de consultante auprès des Nations Unies et au nom d'ONU-Femmes, j'ai animé un séminaire de formation à l'École nationale jordanienne de la magistrature sur l'autonomisation des femmes et le renforcement des compétences en leadership des jeunes femmes juges.

6 mai 2021 : « Violence à l'égard des femmes ». Participation et coordination du colloque en ligne du Laboratoire des sciences criminologiques de la faculté de droit de l'Université Démocrite de Thrace.

15 avril 2021 : « La protection des mineurs victimes de crimes sexuels ». Participation au colloque en ligne du Laboratoire des sciences criminologiques de l'Université Démocrite.

4 décembre 2020 : « Réglementation et questions pratiques relatives à la violence familiale ». Séminaire éducatif en ligne sur la violence familiale organisé par l'ELSA.

28-29 septembre 2020 : « Le cadre législatif de la violence familiale et les droits des victimes ». Séminaire de formation de deux jours en ligne aux agents de la police hellénique organisé par la police nationale.

28 novembre 2019 : « La cruauté envers les animaux. Résultats de recherche et engagements pour l'avenir ». Organisation d'un colloque pour présenter les résultats d'une recherche menée par le Laboratoire des sciences criminologiques de la Faculté de droit de l'Université Démocrite.

21 janvier 2019 : « L'exploitation des personnes et les mesures de politique criminelle au niveau national et international », conférence dans le cadre du programme Master de Criminologie, Université Panteion.

10-11 janvier 2019 : « Prévention du crime à l'ère de la mondialisation : prévention ou précaution ? ». Communication au colloque organisé par la Société Hellénique de Criminologie, sous les auspices du président de la République hellénique : *Les criminologues grecques de Grèce et de l'étranger discutent sur la prévention du crime*.

4-5 mai 2018 : « Terrorisme de proximité ». Communication au colloque organisé par le département des sciences criminelles et criminologiques de la Faculté de droit de l'Université Démocrite de Thrace à la mémoire du Maître de conférences Angeliki Sareli : *Problèmes contemporaines du droit criminel*.

17 décembre 2015 : « Antiquités et droit pénal international. La protection judiciaire du patrimoine culturel avec des aspects internationaux ». Participation au colloque organisé par l'Institut du droit pénal international et européen.

20 février 2015 : « Mondialisation et politique criminelle ». Communication à la table ronde organisée par la Société hellénique de Criminologie : *La politique criminelle aujourd'hui*.

Participation/Communications en colloques au niveau international

« Ni guerre, ni paix. Les nouages contemporains du droit et de la violence ». Participation au colloque organisé par le Laboratoire Interdisciplinaire d'Études sur les Réflexivités de l'Institut Marcel Mauss (École des Hautes Études en Sciences Sociales/ CNRS -UMR 8178) de l'Université Paris Sciences et Lettres (Paris, 12-13 octobre 2017).

« La responsabilité pénale pour violation des droits fondamentaux : Discours de haine et responsabilité pénale selon le droit hellénique ». Communication à le huitième colloque franco-hellénique organisé par la Société de Législation Comparée et le Centre du droit européen et international économique : *La responsabilité pour les violations des droits fondamentaux* (Thessalonique, 10-11 octobre 2016).

« L'universalisme des droits de l'homme et la diversité des cultures ». Participation à la conférence de Mireille Delmas-Marty organisée par le Collège de France et l'Ambassade de France en Grèce (Athènes, 18 mars 2015).

« Recrutement des victimes à travers l'Internet ». Communication et présidence de la section sur le cybercrime dans le Congrès de droit pénal et de Criminologie organisé par l'Université de Nicosie : *Le crime, les défis modernes et la répression pénale* (Nicosie, 6-7 mars 2015).

« Cybercrime and human trafficking ». Communication dans le cadre du groupe de travail sur la lutte contre la traite des êtres humains, organisé par le Wiener Institut für internationalen Dialog und Zusammenarbeit (VIDC) et le Ministère des affaires étrangère de l'Autriche (Vienne, 5 octobre 2012).

« Récidive : soigner ou punir? ». Communication à la table ronde organisée par l'Institut de Criminologie de Paris (Université Panthéon-Assas) : *Les dilemmes de la sûreté* (1^{er} mars 2012).

IX – BOURSES

Boursière de la Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme (1990-1993).

X – AUTRES ACTIVITÉS

Participation à des associations/comités scientifiques

- Présidente du Conseil National Scientifique pour les Prisons (depuis avril 2023).
- Membre de l'Association des juristes européens pour la protection des intérêts financiers de la Communauté – branche hellénique, depuis 1992.
- Membre du comité scientifique de la Revue *Droits de l'homme* (éd. Sakkoulas, Athènes), depuis 2000.
- Membre de l'Association Hellénique de Criminologie, depuis 1997.
- Membre de l'Association Internationale du Droit Pénal, depuis 1998.
- Membre de la Fédération Internationale pour les Droits de l'homme, depuis 1999.
- Membre de l'Association franco-hellénique d'études en sciences sociales et politiques "LIBERTAS", depuis 2003.
- Membre de la Société de législation comparée, depuis 2017.
- Membre au registre des conseillers indépendants internationaux de l'ONU (ONUDC, UNWOMEN, UNICEF)

XI – CONNAISSANCE DES LANGUES

Langue maternelle :

GREC

FRANÇAIS :	courant à l'oral et à l'écrit (utilisateur expérimenté C.2)
ANGLAIS :	courant à l'oral et à l'écrit (utilisateur expérimenté C.2)
ITALIEN:	bonnes connaissances à l'oral et à l'écrit (utilisateur indépendant B.2)
ESPAGNOL:	bonnes connaissances à l'oral et à l'écrit (utilisateur indépendant B.2)
ALLEMAND :	bonnes connaissances à l'oral et à l'écrit (utilisateur indépendant B.1).